

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 75 – décembre 2013 – 5,50 €



AVRIL 1942.

LE FRANC-TIREUR

Bi-Mensuel dans la mesure du possible et par la grâce de la police de Pierre Laval

DEBOUT... LA FRANCE

Après plus de quinze jours de tripotages politiques dont toutes les presses et toutes les radios du monde s'amusent, le sieur Pierre Laval, dont le seul nom associe les pires malpropretés du passé aux abominables hontes du présent, vient de pénétrer dans le ministère d'où il était sorti entre deux gendarmes en décembre 1940.

Il semble devoir conserver la double couverture du Maréchal et de l'Amiral comme pour la capitulation de juin, mais en France comme à l'étranger personne ne s'y trompe. Pierre Laval revient dans ce pseudo gouvernement en maître, Pétain et Darlan devant servir de garnitures de cheminées.

Le programme du nouveau gouvernement ?... demandez-le à Hitler. Certes, nous savons que le gauleiter Laval est habile et nous allons assister à des tours de passe-passe pour essayer de tromper une fois de plus, si possible, quelques Français.

D'abord donner des hommes à l'Allemagne qui en a besoin après les hécatombes de Russie : lorsque 200.000 Français seront livrés à l'ennemi comme ouvriers ou comme combattants, le traître de Chateldon annoncera triomphalement le retour de 100.000 prisonniers. Ce n'est pas pour rien que déjà un M. d'Humières est nommé inspecteur de la main-d'œuvre française en Allemagne.

Ensuite dominer politiquement, économiquement, politiquement la totalité de la France. Quand les équipes de la France Libre, à Marseille, à Clermont, dans les Alpes, ou vous parlera d'assouplir ou de franchir la ligne de démarcation.

Autres mesures prévues : suspension de la loi sur la presse dans lequel le gouvernement procédera à la liquidation de la Légion et des institutions militaires. L'impopularité était plus que suffisante à l'industrie sous le couvert du gauleiter Laval, mais destinées à la guerre boche. La mesure de Pierre Laval c'est la satisfaction de la France Libre.

Enfin, avec compris ! Entre vous et le gauleiter Laval, rien de commun. De vous à lui, rien de commun.

Le pouvoir... pour la France c'est la guerre de la France Libre.

Le vrai combat pour reconquérir nos villages, boycottés dans tous les domaines par le gouvernement Laval-Pétain.

Les ouvriers, industriels, paysans de toutes régions, la résistance passive... prenez le contre-pied de toutes les décisions de Vichy, rendez impossi-

VIVENT LES ETATS-UNIS

Au moment où le gouvernement de fantoches de Vichy, sous la pression de gauleiter Laval, et avant même que d'avoir passé définitivement la main à cet agent boche, insulte le gouvernement américain, parlant des "termes injurieux" d'une note remise à notre ambassadeur à Washington, le "Franc-Tireur" tient à adresser à ses amis d'Amérique l'expression de la reconnaissance et de l'admiration que tous les Français éprouvent pour ceux qui, avec les Anglais, nous aideront à retrouver cette liberté chérie pour laquelle nous nous battons tous.

Le "Franc-Tireur" remercie le président Roosevelt qui, en nommant un consul à Brazzaville, après les conversations de Neuveville-Caldoné, a bien voulu reconnaître de facto la France Libre, celle qui représente ceux qui n'ont point trahi.

Crevez ! nous mangeons !

Le 8 avril, l'amiral Darlan et M. Cazot, ministre de l'Agriculture, ont, de Valence, mené les paysans des rigueurs de la dureté des polices, les consommateurs d'autres restrictions et ont versé un pleur sur les malheurs d'une France qui, un jour, n'aura plus de pain.

Avant de parler du problème de la soudure et des « disciplines nécessaires au redressement et à l'honneur du pays », Darlan et Cazot déjeunèrent avec leurs invités à l'hôtel de la Croix d'Or, où l'on ne manque de rien puisque dans cet établissement séjourne la commission d'armistice italienne siégeant à Valence.

Darlan avait pris soin d'amener avec lui sa fille et son gendre, M. et Mme Hamon, qui sont... (et dire qu'on s'est gaussé de la République des camarades !) la «ru et le fils du préfet de la Drôme.

Le repas est de ceux dont on se souviendra à Vichy et à Valence où pourtant on aime à se bien traiter, qu'on en jure : jambon de Savoie, Pâté de lapin, Macédoine de légumes, Poulet à la broche, Gratin de pommes de terre, Salade, Fromages, Amuse-gueule Valentinienne (nougat, raisins, noix) ; tout fut des vins de choix, Côtes Rôties, Hermitage, Petite d'Oignon.

Détail touchant : Mme Hamon-Darlan offrit trois carcasses de poulet à son chien.

Et tandis que ces messieurs s'empiffrèrent, ils osent mentir à la nation, fourchette en main !...

Les paysans les retrouveront, au bout d'une fourche.

Un Télégramme

Vichy 0536234 61 11 1630.
Vice-présidence Conseil, service cinéma à Vichy, à prêtés zone libre, Prière faire couper dans France-Actualités Pathé, Grammont numéro 15 les passages relatifs à la construction en zone occupée d'un hydravion transatlantique et montrant

Dossier thématique

Les mouvements de Résistance

Il y a soixante-dix ans Quelques dates pour se souvenir

Dans cette rubrique, nous poursuivrons, pendant toute la durée du 70^e anniversaire, l'évocation des grands événements ayant marqué la Résistance intérieure. Cette chronologie n'a bien sûr rien d'exhaustif et n'a pour seule ambition que de rappeler quelques grandes dates jalonnant son histoire.

4^e trimestre 1943

9 septembre

Le lendemain de l'annonce de l'armistice entre les Alliés et l'Italie, la résistance corse se soulève. L'île est en effet en zone d'occupation italienne, à l'exception d'une brigade SS que viendront renforcer des éléments venus de Sardaigne. L'insurrection a été décidée par le Front National, seul mouvement ayant survécu à une répression très dure en 1943. Elle est appuyée dans les premiers jours par l'aide d'une partie des militaires italiens et surtout par le débarquement, à partir du 13 septembre, de troupes françaises d'Afrique du Nord envoyées par le général Giraud. Depuis Ajaccio, ces soldats guidés par les résistants repoussent les Allemands vers le nord-est de l'île et les forcent à réembarquer. La prise de Bastia consacre la libération de ce premier département français.

3 novembre

À Alger, première séance de l'Assemblée Consultative Provisoire chargée d'assister le Comité Français de la Libération nationale. Prévus dès l'automne 1941 par la France Libre, cette instance est composée majoritairement de délégués des résistances intérieure et extérieure (dans la proportion de trois quarts/un quart), complétés par des parlementaires d'avant-guerre,

des conseillers généraux des territoires libérés et des membres des assemblées financières nord-africaines. Elle allie donc volonté de renouveau et continuité républicaine. Sans pouvoir législatif, elle ne peut inscrire elle-même à son ordre du jour que des questions d'intérêt national, mais peut demander à entendre les commissaires du CFLN. Présidée par un parlementaire résistant, Félix Gouin, elle tiendra 64 séances publiques, jouant un rôle collectif pour consacrer la légitimité du général de Gaulle comme seul chef politique puis pousser le CFLN à se transformer en Gouvernement Provisoire (le 3 juin 1944). Elle revendiquera aussi une aide militaire alliée à la Résistance. D'accord sur la refondation d'une république renouée, les délégués n'en sont pas moins représentatifs de diverses tendances, comme le révéleront certains de ses débats sur les grands projets de réformes de la Libération, en particulier l'épuration, le vote des femmes, l'instauration d'une démocratie sociale et d'une presse nouvelle, la politique de la jeunesse ainsi que l'évolution des colonies.

11 novembre

Malgré l'interdiction par Vichy de toute célébration, manifestations et arrêts de travail se déroulent dans toute la France. La presse



© coll. Institut d'histoire du temps présent

Les manifestations du 11 novembre 1943, un peu partout en France, mettent l'accent sur l'unité nationale qui a permis la victoire de 1918. Cependant la manifestation la plus célèbre reste sans conteste celle d'Oyonnax (Ain). Sous le commandement d'Henri Romans-Petit quelque cent cinquante maquisards de l'Ain défilent devant la population et déposent devant le monument aux morts une gerbe en forme de Croix de Lorraine portant l'inscription « Les vainqueurs de demain à ceux de 14-18 ». Cette irruption au grand jour des maquisards dans une ville fait donc l'objet de plusieurs reportages photographiques et d'un film. Ces photographies prises par André Jacquelin, responsable du journal clandestin *Bir Hakeim* paraîtront dès le mois suivant dans la presse de zone Sud. Le n° 40 de *Libération*, du 1^{er} décembre 1943, en reproduit trois, en floutant les visages des principaux protagonistes.

clandestine et la BBC ont appelé à se rendre aux monuments aux morts et à cesser le travail à 11 heures dans les usines. Les grèves de courte durée semblent bien avoir été nombreuses. Dans un climat de chasse aux réfractaires du STO, les manifestations ont en général été plus discrètes que le 14 juillet précédent dans les grandes villes (dépôts de gerbe la nuit). Mais elles touchent désormais les bourgs et villages, la plus connue étant le défilé des maquisards de l'Ain à Oyonnax: conçu comme une opération de contre-propagande, ses photos reproduites dans la presse clandestine et envoyées à Londres visent à montrer que les maquisards ne sont pas des « bandits » mais l'armée disciplinée d'un État clandestin prêt à participer à la Libération et à se substituer à Vichy. ●

Une plaque à la mémoire de Défense de la France à la Sorbonne.

Le mercredi 18 septembre dernier a été inaugurée une plaque commémorant l'impression d'août 1941 à septembre 1942, dans les caves de l'université de la Sorbonne, du journal clandestin Défense de la France.

Après les allocutions de Mme Coquelet, vice-chancelier des Universités représentant le recteur François Weil, de Pierre Viannay, fils d'Hélène et Philippe Viannay, co-fondateurs du mouvement Défense de la France et de Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance, l'ensemble des participants dont de nombreux anciens de DF entourés de leur famille ont pu découvrir cette plaque. Elle a été placée symboliquement sous celle en hommage à Jean Heynlin et à Guillaume Fichet, respectivement prier et recteur de la Sorbonne qui, en 1470, vingt ans après l'édition à Mayence de la première Bible réalisée par Gutenberg, installèrent un atelier d'imprimerie au collège de la Sorbonne, contribuant de la sorte à son rayonnement international.

FM

Retrouvez l'intégralité des allocutions prononcées lors de cette cérémonie sur le site de la Fondation de la Résistance dans la rubrique « Actualités »



Photo Franzt Malassis

Jean-Marie Delabre, ancien membre de Défense de la France et vice-président de la Fondation de la Résistance et Pierre Viannay encadrent la plaque.

Quatre documents sur le mouvement Franc-Tireur, de zone Sud : son journal clandestin, qui lui a donné son nom et autour duquel le mouvement s'est développé; *La revue libre*, sa revue de réflexion sur les problèmes de l'après-libération, qu'il développe à l'image des autres grands mouvements et dans laquelle écrit notamment l'historien Marc Bloch; deux faux papiers utilisés par le chef du mouvement, Jean-Pierre Lévy. (coll. Fondation de la Résistance/ coll. privée/ coll. famille Jean-Pierre Lévy).



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les mouvements de Résistance

- Les mouvements de Résistance :
historiographie
et état des connaissances..... p. I
- Étudier un mouvement de Résistance
à travers la presse clandestine :
l'exemple d'un numéro
de *Libération* p. VII
- Les mouvements de Résistance
à travers les archives
de la série 72 AJ p. VIII

Mémoire et réflexions

- Il y a soixante-dix ans.
Quelques dates pour se souvenir. p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département
recherche et pédagogie p. 4 et 5
- Activités du département AERI..... p. 4
- Activités du département
documentation et publications..... p. 8

Les activités de MER

Association des amis
de la Fondation de la Résistance..... p. 6

Livres p. 7

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret
du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage
du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel,
Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François
Archambault
Rédacteur en chef: Frantz Malassis
Rédaction : Fabrice Bourrée, Marc Fineltn,
Bruno Leroux, Frantz Malassis,
Jean Novosseloff, Hélène Staes,
Laurence Thibault.
Maquette, photogravure et impression :
36nco, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €.
n° 75 : 5,50 €
Commission paritaire
n° 1115A07588 - ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le mot du Président

A lors que le temps nous éloigne des événements qui marquèrent la Résistance française et que ses acteurs nous quittent peu à peu ; le rôle de la Fondation de la Résistance, voulue par des hommes et des femmes venus d'horizons différents mais unis par des valeurs communes, est plus que jamais essentiel.

Ainsi, depuis de début de son existence, la transmission des valeurs de la Résistance auprès de la jeunesse a toujours été au cœur de nos préoccupations.

Les récentes modifications des programmes d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale en classe de troisième et de première montrent combien le regard sur cette période fondatrice de notre société évolue. Ce numéro vous présente une mise au point à ce sujet sous le titre

« La Seconde Guerre mondiale dans les programmes de troisième et de première » (cf. page 5). Désormais, l'étude de ce conflit à l'échelle planétaire laisse peu de place à l'approche de la Résistance si ce n'est sous sa dimension politique lorsqu'est abordée la refondation de la République. En outre, la place de la Résistance dans la programmation annuelle n'amène à l'étudier qu'en fin d'année ce qui est pénalisant pour la participation des élèves au Concours national de la Résistance et de la Déportation dont les épreuves se déroulent traditionnellement à la fin du mois de mars.

Néanmoins, suite aux protestations de l'Association des Professeurs d'Histoire Géographie (APHG), des aménagements du programme d'Histoire ont été adoptés cet automne pour la classe de troisième qui précisent, en ce qui nous concerne, qu'en fonction du thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation, le traitement de Vichy et de la Résistance dans la Seconde Guerre mondiale peut intervenir plus tôt dans l'année scolaire.

Plus que jamais, nous devons rester attentifs pour que la Résistance ne soit pas marginalisée dans les programmes d'Histoire à venir. Nous mettrons également tout en œuvre pour assurer la promotion et le soutien du CNRD, outil de transmission de la mémoire unique créé il y a plus de 50 ans par la Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance. En plus, du dossier préparatoire adressé gratuitement en quatre exemplaires aux établissements du second degré de Métropole et des DROM-COM, de sa déclinaison sous la forme d'une brochure numérique interactive accessible sur notre site Internet, nos activités pédagogiques s'élargissent depuis deux ans pour proposer des séminaires de formation aux enseignants.

Ces six derniers mois, nous avons appris la disparition de trois résistants proches de la Fondation de la Résistance: Jean Rousseau, dernier président de la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance, Lucien Neuwirth, vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance et Marie-Antoinette Carlotti. Celle-ci entra en Résistance alors qu'elle était étudiante en médecine. Arrêtée, torturée, elle fut déportée le 15 août 1944 à Ravensbrück! Elle fut l'épouse de Jean-Pierre Lévy, chef national du mouvement Franc-Tireur, qui fut l'un des créateurs de notre Fondation.

La disparition inéluctable de cette cohorte de volontaires nous conforte dans notre volonté de tout mettre en œuvre pour transmettre l'histoire et l'héritage moral de cette période qu'ils nous ont confiés pour qu'ils perdurent dans les consciences de nos concitoyens. ●

*à toutes et à tous, je présente les vœux
très sincères de la Fondation pour l'année 2014.*

J. Vistel
Jacques Vistel

Président de la Fondation de la Résistance



Le mot du Président

Activités du département recherche et pédagogie

La Fondation présente aux «Rendez-vous de l'Histoire» à Blois.

La 16^e édition des «Rendez-vous de l'Histoire» de Blois avait pour thème «La Guerre». Ce festival d'histoire attire chaque année plusieurs dizaines de milliers de visiteurs venus de toute la France et bénéficie d'une importante couverture médiatique. Depuis 7 ans, il permet à la Fondation de faire connaître à un large public ses activités scientifiques et pédagogiques.

La présence de la Fondation au salon du livre d'histoire a été l'occasion de présenter les différentes publications (livres, revue, brochures pédagogiques, CD-roms et DVD-roms) édités par la Fondation et l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance. De nombreux enseignants sont venus à notre stand afin de recevoir conseils et documentation sur le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2013-2014 «La Libération du territoire et le retour à la République».

La préparation du CNRD 2013-2014 a fait l'objet de deux rencontres complémentaires le samedi 12 octobre après-midi. Cette année, le traditionnel débat organisé par l'Association des professeurs d'histoire et géographie (APHG) et l'Inspection générale d'Histoire-Géographie avec le soutien de la



De nombreux visiteurs ont fréquenté le stand de la Fondation de la Résistance.

Fondation de la Résistance, de présenter les ressources pédagogiques que nous proposons autour du CNRD : la version numérique de la brochure pédagogique annuelle ainsi que le DVD de MER réalisé à partir d'extraits de témoignages de résistants en résonance avec le thème. L'ensemble de cette séance a été capté par une équipe du CNDP⁽¹⁾.

Autre débat, celui proposé par la Fondation de la Résistance sur le thème «La Résistance et la société française face à l'extermination des Juifs» autour du dernier livre de Jacques Semelin, *Persécutions et entraides dans la France occupée* (Les Arènes-Le Seuil). Modéré par Antoine Prost, président du Comité historique et pédagogique de la Fondation, il a permis des échanges fructueux entre l'auteur et Olivier Wiewiorka⁽²⁾. ●

Frantz Malassis

Fondation a été suivi d'un atelier présentant les ressources pédagogiques en ligne offertes pour préparer le CNRD par la Fondation et ses autres partenaires : CNDP, Ina, ECPAD, Archives Nationales. Cet atelier a été l'occasion pour Hélène Staes, professeur détaché à la

(1) Ces images peuvent être visionnées grâce à ce lien : <http://www.rdv-histoire.com/-Videos-CNDP2013-.html>. Rechercher ensuite sur la page la séquence vidéo intitulée : « Atelier : Ressources pour le Concours national de la Résistance et de la Déportation (session 2014) »

(2) Ce débat est consultable en audio sur le site internet des Rendez-vous : www.rdv-histoire.com

► suite de cette rubrique page 5

Activités du département AERI

Depuis le début de l'année 2013, année d'hommage à la Résistance, 70^e anniversaire de l'année 1943, le département AERI suit le fil des commémorations pour présenter des expositions virtuelles au sein du Musée de la Résistance en ligne. Après celles consacrées à Jean Moulin, au Conseil national de la Résistance ou encore à la Médaille de la Résistance, le département AERI a mis en ligne fin septembre une exposition virtuelle consacrée à la Résistance et à la Libération de la Corse, puis en novembre une autre dédiée à l'emblématique défilé des maquisards à Oyonnax le 11 novembre 1943.

Le 70^e anniversaire de la libération de la Corse a également fait l'objet de la création d'un site spécifique : <http://www.itineraires-liberation-corse.fr> (www.itineraires-liberation-corse.fr). Ce site offre au public un moyen de comprendre l'histoire grâce à la découverte des lieux et des événements ayant émaillé la Résistance et la Libération de la Corse. Une application de géolocalisation pour mobile permettra également bientôt aux visiteurs d'identifier les lieux de mémoire situés aux alentours de l'endroit où ils se trouvent sur le territoire de la Corse. ●

Fabrice Bourrée

CD-Roms

Le 11 novembre a été marqué par le 70^e anniversaire du défilé des maquisards à Oyonnax. Le département AERI s'est mobilisé autour de l'équipe de l'Association Résistance Ain/Haut-Jura pour permettre l'édition pour cet anniversaire d'un DVD-Rom consacré à la Résistance dans l'Ain et le Haut-Jura. Disponible depuis début novembre sur la librairie en ligne du département AERI (<http://librairie.aeri-resistance.com>), il a été piloté par Mme Claude Morel et M. Jean Léty.

L'association locale a choisi d'étudier ensemble ces deux entités géographiques car à la mi-avril 1944, les maquis du Haut-Jura/Service Périclès obtiennent leur rattachement au commandement FFI de l'Ain. Les auteurs ont fait le choix pertinent de remonter aux débuts de la Résistance dans le Haut-Jura. On ne peut parler de la Résistance dans l'Ain et le Haut-Jura sans parler non plus du rôle fondamental d'Yvon Morandat, de celui de Charles Delestraint et de celui d'Henri Romans-Petit. Ce dernier, chef charismatique et novateur, parvient à fédérer une grande partie des résistants de l'Ain, aidé par sa capacité à s'entourer d'adjoints de grande valeur et par la présence à ses côtés d'agents alliés qui lui permettent d'armer ses hommes. Les maquis de l'Ain et du Haut-Jura sont, grâce à lui et à ceux qui l'entourent, parmi les maquis les plus efficaces de France.

Ce DVD-Rom riche en contenus historiques propose plus de 3 900 médias dont 70 vidéos (témoignages, films d'époque...) et 36 cartes dont 12 interactives. ●

Fabrice Bourrée



LA LETTRE

Les Mouvements de Résistance

Ce dossier thématique est en lien avec les programmes d'Histoire de l'enseignement secondaire en particulier avec celui de la classe de troisième qui permet l'étude de la vie d'un mouvement de Résistance. ■

Les mouvements de Résistance : historiographie et état des connaissances

Par Bruno Leroux

Les mouvements sont un des deux types d'organisations nouvelles surgies en 1940-41, avec les réseaux de renseignement, d'évasion et de sabotage créés par la France Libre et les Britanniques. Dépassant la spécialisation paramilitaire des réseaux, ils incarnent la volonté qu'ont les résistants de changer par tous les moyens possibles l'état d'esprit et les comportements de la population sous l'occupation et sous Vichy.

Une historiographie plus complexe qu'un simple passage «de la mémoire à l'histoire»

Cette historiographie est à la fois riche et lacunaire. Derrière les huit «grands» mouvements représentés au CNR, elle peine à restituer la multiplicité des autres initiatives, avortées ou marginalisées, ce dont quelques-uns de leurs artisans ont eu très tôt l'intuition en voulant lutter contre l'oubli. Mais même pour les grands mouvements, l'étude des organisations elles-mêmes, complexe à mettre en œuvre et de longue haleine, a parfois été délaissée au profit d'une histoire de la «résistance des chefs»

qui ne peut rendre compte de la singularité de ces organisations.

Guerre et après-guerre: la mémoire des mouvements de zone Occupée disparus, oubliés ou marginaux

Dès 1942 paraît en Angleterre un témoignage sur Valmy, groupe diffuseur d'un journal en région parisienne et démantelé à l'été 1941⁽¹⁾. Dans les années suivant la Libération, sont publiés des livres consacrés à d'autres mouvements soit tôt démantelés (Les Bataillons de la Mort), soit d'importance moyenne: Lorraine (une organisation régionale), Vengeance (qui fusionna partiellement avec Ceux de la Libération), Résistance (né trop tard pour intégrer le CNR). Leurs auteurs sont d'anciens responsables dont la lutte contre l'oubli est souvent biaisée par un but clairement apologétique⁽²⁾. Mais l'ouvrage au titre modeste d'Yvette Gouineau⁽³⁾ – première femme à prendre la plume – marque déjà un tournant: fruit d'une vraie enquête auprès de ses camarades survivants, il montre l'apport difficilement contournable des témoins pour

DOSSIER THÉMATIQUE

Sommaire

- Les mouvements de Résistance : historiographie et état des connaissances..... p. I
par Bruno Leroux
- Étudier un mouvement de Résistance à travers la presse clandestine : l'exemple d'un numéro de *Libération* p. VI
par Hélène Staes
- Les mouvements de Résistance à travers la série 72 AJ p. VIII
par Hélène Staes

Pour en savoir plus sur les mouvements de Résistance.

La parution de *La Lettre* est désormais accompagnée par la mise en ligne d'une exposition virtuelle en complément du dossier thématique. Dès maintenant, sur le site du musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org), vous pourrez donc retrouver de nombreux documents sur les Mouvements.

restituer finement le processus de démarrage puis d'implantation locale d'une organisation clandestine.

Les monographies de la période du Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale

Dans les années 1957-64, les historiens du CH2GM publient une vague de monographies ciblant le plus important mouvement de zone Sud (Combat), deux des principaux mouvements de zone Nord (l'Organisation Civile et Militaire, Ceux de la Résistance) et le plus fort tirage de la presse



À gauche : Jean-Pierre Lévy, Chef du mouvement Franc-Tireur, il s'imposa parmi les fondateurs en développant le mouvement au-delà de la région lyonnaise. «Il avait surtout la volonté de faire grand et large. Nos accès temporaires de scepticisme se heurtaient à sa foi constante et inébranlable» dira de lui Auguste Pinton, cofondateur du mouvement.

Ci-contre : Henri Frenay, chef du mouvement Combat, le premier mouvement issu de la fusion de deux groupes en zone Sud (Liberté et Libération nationale) où le processus d'unification commença très tôt.



Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Dès novembre 1940, il veut « faire quelque chose » avec quelques camarades mais il mettra un an à passer d'un petit groupe diffuseur de tract, *La Dernière colonne*, à un vrai mouvement structuré autour d'un journal *Libération Sud*.

clandestine (*Défense de la France*⁽⁴⁾). Elles utilisent et complètent les documents et témoignages recueillis au lendemain de la guerre auprès des résistants par la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France⁽⁵⁾.

Produites à une période d'indisponibilité légale des archives publiques concernant Vichy, l'occupation et les liens de la Résistance avec la France Libre et les Alliés, ces études ont aujourd'hui des limites évidentes dues au manque de croisement possible des témoignages, particulièrement à l'égard de l'idéologie et de la stratégie des mouvements. Leurs lacunes ou approximations sur le plan de l'implantation locale relèvent plutôt d'une division du travail : des études régionales devaient les compléter. Leur parution a contribué à susciter, par contrecoup, une vague de témoignages publiés par les responsables de grands mouvements, soit sous leur propre plume (Christian Pineau pour *Libération-nord*, Henri Frenay et Claude Bourdet pour *Combat*) soit à l'intérieur de *l'Histoire de la Résistance en France* d'Henri Noguères.

Mais dès les années soixante-dix, les premières études à caractère universitaire montrent l'importance des questionnements et des méthodes : la thèse d'histoire de Dominique Veillon sur *Franc-Tireur*, un des trois «grands» de zone Sud, et l'étude de Renée Bédarida sur *Témoignage Chrétien*, rédigée en collaboration avec l'historien François Bédarida, utilisent les dossiers individuels détenus par les «liquidateurs» de ces mouvements pour affiner l'implantation locale du mouvement et en analyser la sociologie. Première historienne d'une génération postérieure à la Résistance, Dominique Veillon appuie aussi sa description de la ligne du journal sur des méthodes d'analyse quantitative⁽⁶⁾.

Le renouvellement depuis les années 90 : les mouvements replacés dans leur environnement social

Près de deux décennies s'écoulaient avant que ne paraissent de nouveaux travaux universitaires, car l'ouverture des archives publiques s'est d'abord traduite par un développement des études sur Vichy et son ancrage dans la société française. Capitalisant sur cet acquis et les monographies des années 70, paraissent des thèses consacrées à deux grands mouvements jusqu'alors négligés (*Libération-Sud*, *Libération-Nord*) et à un réexamen du cas *Défense de la France*⁽⁷⁾. Elles n'en mettent pas moins à contribution les résistants eux-mêmes : Olivier Wieviorka suscite de nouveaux témoignages pour restituer les ressorts de l'engagement des résistants de *Défense de la France* et Laurent Douzou s'appuie sur la correspondance de Pascal Copeau pour analyser les tensions entre *Libération-Sud* et *Combat* au moment de leur fusion dans les MUR (Mouvements unis de Résistance).

En parallèle, la question du lien avec la population et des choix stratégiques successifs qu'il entraîne pour les mouvements est abordée de front à travers six colloques sur «la Résistance et les Français», ainsi que celle de leur héritage politique et en matière de presse.

Les dernières thèses soutenues, dans les années 2000, montrent le chemin parcouru malgré les lacunes signalées en introduction : à travers la première organisation importante de zone Occupée, le musée de l'Homme, Julien Blanc étudie en fait sur archives

l'opinion et les comportements dans cette zone pour expliquer la précocité et la multiplicité de noyaux qui vont s'agréger en une «nébuleuse», bien différente de la lente expansion à partir d'un noyau central qu'on observe en zone Sud. Cécile Vast, elle, mobilise pour la première fois les outils statistiques de l'analyse du discours, appliqués à la presse et aux documents internes des grands mouvements de zone Sud. Elle dégage ainsi la construction d'une véritable identité collective qui, à partir de 1943, ose s'intituler «la Résistance», et se perçoit dès lors comme une élite chargée de guider la population aujourd'hui et pour l'après-libération.

L'état des connaissances

Zones Nord et Sud : un développement différencié

Les mouvements de résistance, créés à l'origine sans appui extérieur (contrairement aux réseaux), sont une sorte de relève improvisée face au silence des forces organisées (partis, syndicats, Églises,) paralysées par l'armistice et par leur caution donnée à la transition entre la III^e République et Vichy⁽⁸⁾.

L'occupation suscite en zone Nord des noyaux nombreux dès 1940⁽⁹⁾, stimulés par la diversité des actions possibles : feuille clandestine (*Pantagruel*, *Libre France*, *Libération-Nord*, *Valmy* à Paris ; *En captivité* à Nantes, *L'homme libre* à Roubaix, etc.), aide à l'évasion de prisonniers de guerre ou collecte de



Michel Bernstein, responsable de la «centrale» des faux papiers de *Défense de la France* fit bénéficier de ses productions non seulement les membres du mouvement mais aussi d'autres organisations de Résistance.



Fondation de la Résistance.

DR

Plaque typographique ayant servi à imprimer la une du journal *Défense de la France* n° 44 de mars 1944. Plus fort tirage de la presse clandestine (400 000 exemplaires en janvier 1944) *Défense de la France* est un mouvement qui développe très tard la lutte armée en créant notamment un maquis en Seine-et-Oise dans la perspective du Débarquement.

Colonel Alfred Touy, chef de la branche militaire de l'OCM, arrêté à son domicile le 25 février 1944 et fusillé dans les fossés de la citadelle d'Arras à la fin du mois d'avril 1944.

renseignements (Armée des Volontaires, Ceux de la Libération, Organisation Civile et Militaire, Bataillons de la Mort, et bien d'autres).

Elle suscite aussi la volonté d'une coordination, tentée par le groupe du musée de l'Homme. Mais la répression frappe très tôt, démantelant la plupart de ces premiers groupes ou les obligeant à une recomposition. D'où des vagues successives : Valmy renaît en 1942 dans Résistance, Ceux de la Résistance est issu d'une antenne de Combat en zone Nord, etc. Les groupes qui réussissent à durer ont tendance à polariser leurs activités, privilégiant soit un journal (Libération-nord, Défense de la France; en région : La Voix du Nord, Lorraine) soit l'action paramilitaire (OCM, CDLR, CDLL).

En zone Sud, l'absence de l'occupant constitue un lourd handicap initial : pour mobiliser la population, le seul moyen est de l'impliquer dans une propagande contrant celle du pouvoir français légal, qui prône un changement de régime et une collaboration politique avec l'Allemagne. Il faudra souvent un an pour que certaines individualités rebelles réussissent à franchir toutes les étapes menant du noyau (quelques dizaines de personnes se donnant une identité par un nom collectif, se choisissant un chef et confectionnant quelques papillons, tracts ou bulletins) au groupe étendu (qui noue des contacts dans d'autres villes en fabriquant et diffusant un vrai journal clandestin) puis au mouvement (qui rayonne sur une région ou la zone).

Mais, avantage d'une répression moins dure, couplée à un soutien plus précoce de la France Libre,

dès 1942, via Jean Moulin : ces premiers mouvements (Combat, Libération-sud, Franc-Tireur), ne seront jamais démantelés, non plus que les groupes à vocation plus restreinte comme Témoignage Chrétien, ou plus régionaux et plus tardifs comme Libérer et Fédérer (Toulouse), L'Insurgé et Le Coq Enchaîné (Lyon). L'unification aussi y sera irréversible : commencée dès fin 1941 avec la fusion de Liberté et Libération nationale dans Combat, elle s'élargit aux trois grands mouvements de la zone début 1943 avec la création des Mouvements Unis de Résistance.

Après l'occupation de la zone Sud en novembre 1942 et la perspective, dès 1943, de la libération par un débarquement allié, tous les grands mouvements en viennent à cumuler lutte armée et propagande ou revues de réflexion sur l'après-guerre. L'action paramilitaire est subdivisée en groupes francs utilisés pour l'action immédiate en ville, maquis et armée secrète de « réservistes » pour le Jour J. Ils développent aussi de nouveaux services pour s'adapter aux attentes de la population et à leurs besoins internes : faux papiers, (en réponse au STO notamment) service social, noyautage des administrations publiques.

Plus structurés, plus intégrés et plus développés sur le plan de l'action politique, les mouvements de zone Sud rattrapent vite leur retard en 1943 dans le domaine paramilitaire du fait que leur zone est le lieu privilégié du développement des maquis. De fait, la polyvalence sera moins poussée en zone Nord où la plupart des grands mouvements (OCM, CDLR et

CDLL) ne se doteront jamais de grands journaux clandestins, ceux-ci étant l'apanage de groupes (Défense de la France, Résistance) qui, à l'inverse, ne développeront que peu leurs secteurs paramilitaires. Dans cette zone, l'aide de la France Libre, plus tardive (mission Passy-Brossolette, début 1943) privilégiera d'ailleurs surtout le paramilitaire, et notamment le regroupement des activités de renseignement des mouvements dans des réseaux spécifiques.

Diversité politique et sociologique des mouvements

À l'origine, les mouvements se constituent souvent en privilégiant une ou deux filières de recrutement, à la fois sociologique et politique, liées à l'origine des individus des premiers noyaux et à l'interdiction des partis et syndicats d'avant-guerre dont nombre de militants se retrouvent livrés à eux-mêmes.

Ainsi en zone Sud, Libération nationale du capitaine Frenay et Liberté des professeurs de droit Teitgen et de Menthon recrutent d'abord plutôt à droite, tout comme au nord les groupes fondés par des cadres civils ou militaires (OCM, CDLL, CDLL). Valmy puis Résistance puisent dans un vivier d'anciens militants démocrates-chrétiens et Défense de la France implique des étudiants d'origine d'ailleurs diverse : de jeunes bourgeois catholiques côtoient des filles d'immigrés russes et pauvres.

Recrutent plus à gauche Franc-Tireur (chez les radicaux) et les deux Libération, liés au terrain socialiste et aux syndicalistes réformistes –

particulièrement Libération-nord, créé par un militant cégétiste confédéré, Christian Pineau. Le Front national, mouvement créé par le PCF, recrute d'abord en milieu communiste et ouvrier.

Cependant, en s'étendant la plupart des mouvements se rapprochent sociologiquement: tous ont besoin de recruter en particulier dans les professions pouvant circuler facilement ou/et stocker du matériel (cheminots et postiers, commerçants et artisans), fournir de quoi faire des faux papiers (employés de mairie).

Le discrédit du projet politique autoritaire de Vichy provoque aussi une homogénéisation politique en faveur d'un républicanisme progressiste. C'est ainsi qu'à partir de 1943 le FN réussit à diversifier son recrutement dans les deux zones tout en restant sur la ligne du PCF. Chez les mouvements non communistes, le processus est plus lent en zone Nord, où l'ennemi intérieur a d'abord été incarné par les partis et la presse collaborationnistes, bien plus que par Vichy. En zone Sud, sa précocité se vérifie dans l'évolution de certains pionniers: Frenay, par exemple.

Mais joue aussi le terreau local: en zone Sud la prédominance des régions «de tradition républicaine» fait que le développement des mouvements ne tarde pas à se fonder sur la réactivation de réseaux de sociabilité laïcs. Ainsi les cadres de Combat se découvrent-ils plus à droite que leurs troupes au moment de la fusion dans les MUR. C'est d'autant plus vrai lors de la «ruralisation» de la Résistance qui commence en 1943 avec la planque des jeunes fuyant le STO et le développement des maquis: dans les bourgs et villages, des élus ou notables qui constituaient souvent les piliers du régime républicain jouent alors un rôle-clé de relais.

Cependant, cette homogénéisation cède souvent le pas à une autre, plus on se rapproche de la base. De nombreux résistants sont mus moins par des motifs idéologiques que par un patriotisme germanophobe ou un antinazisme à base chrétienne. Ces volontaires

acceptent d'agir au profit d'une organisation donnée plus par le hasard des contacts que pour toute autre raison. D'où le fait qu'ils distribuent souvent les journaux de plusieurs mouvements voire cumulent parfois la diffusion du journal d'un mouvement avec, par exemple, la fourniture de renseignements pour un réseau lié aux Alliés. Ces comportements sont déjà un indice de l'impossibilité d'assimiler le fonctionnement des mouvements à celui des partis ou des armées régulières.

Comment fonctionnent les mouvements: la «démocratie sans le vote»

Le fonctionnement des mouvements permet de mieux cerner la nature du libre consentement constamment renouvelé qui unit des individus engagés au risque de leur vie⁽¹⁰⁾.

Aucun chef de mouvement n'a été «élu» par ses pairs: ces individus se sont imposés d'eux-mêmes par le privilège de l'antériorité, d'une disponibilité totale et de qualités morales et intellectuelles révélées au contact d'une situation exceptionnelle. Leur autorité ainsi acquise, combinée aux contraintes de la vie clandestine, les amène constamment à décider ou trancher seuls. Mais ce fonctionnement n'est qu'en apparence «monarchique» car ils sont imprégnés de conversations incessantes avec un cercle rapproché d'amis, co-fondateurs ou responsables plus tard venus, unis par une communauté de vues éprouvée à l'expérience sur de nombreux plans. Direction plutôt «aristocratique» donc, qui ne recoupe que partiellement le «comité directeur» officiel. Les désaccords profonds se soldent ici le plus souvent par des départs ou retraits individuels.

Ce mode de fonctionnement, dont on peut trouver des traces à d'autres niveaux de responsabilités, est tempéré par des relations «verticales» comportant de fortes marges d'autonomie: les directives aux niveaux inférieurs sont toujours susceptibles d'être discutées voire de ne pas être appliquées. Les désaccords

peuvent d'ailleurs se traduire ici par des départs collectifs, d'autant plus s'ils concernent des choix stratégiques: Kohan, chef régional de Libération-sud, rejoint ainsi le réseau de renseignement Gallia avec d'autres militants en 1943, préférant participer à une organisation purement paramilitaire. Des chefs de maquis MUR passent avec leurs hommes aux FTP (bras armé du FN) en 1944 pour intensifier la lutte armée sans attendre le Débarquement. Et à la base, on l'a vu, de nombreux membres de mouvements gardent leur autonomie d'action.

Cette autonomie revendiquée par les échelons inférieurs correspond en fait à la raison d'être profonde des mouvements, qui est de s'adapter constamment aux besoins de la population en fonction de l'évolution du poids de la guerre et de l'occupation. La fabrication des faux papiers, par exemple, s'est presque toujours élargie aux bénéficiaires de tous les pourchassés ou persécutés: résistants à cacher, mais aussi juifs menacés de déportation ou réfractaires au STO. Mais toute évolution pouvait impliquer des débats, notamment sur les rapports coûts/avantages liés à chaque activité.

Cécile Vast a montré que chez les MUR, qui intègrent assez tard l'idée de la lutte armée, ce mode de fonctionnement «démocratique» n'était pas un vain mot: il a produit une conception de l'action qui tentait de concilier logiques de guerre, exercice de la violence et impératifs éthiques, avec une réflexion incessante sur la responsabilité morale qu'elle entraîne, qui transparait aussi bien dans leurs circulaires internes que leurs journaux clandestins.

Les mouvements de résistance face aux partis

Face à des élites républicaines traditionnelles jugées défaillantes devant la montée des dictatures passives à l'égard de Vichy, les cadres des mouvements voient dans les organisations qu'ils ont développées une relève légitime pour l'après-libération, garantissant



Après la libération de Paris, manifestation du Mouvement Libération Nationale. On reconnaît (debout) Emmanuel d'Astier de Vigerie et Alban Vistel. Henri Frenay (assis). Les deux premiers étaient favorables à la fusion du Front National avec le MLN. Henri Frenay représentait plutôt la tendance hostile, qui l'emporta finalement.

l'avènement d'une République rénovée. Et ce d'autant plus qu'ils estiment être en première ligne dans la lutte contre le STO puis dans la préparation militaire de la libération. Car à l'exception du PCF, les partis paraissent privilégier leur reconstitution interne.

Conséquence de ce rôle revendiqué, les grands mouvements développent une conception de la lutte armée où combat contre l'occupant et insurrection contre le pouvoir de Vichy sont inséparables. D'où leur refus, au premier semestre 1943, des consignes de Londres transmises par Jean Moulin qui, en transformant l'essentiel de leurs membres en militaires en réserve pour le Jour J, leur paraissent menacer la nature même du combat des mouvements. D'où leurs efforts ensuite pour faire triompher leurs vues via un organisme concurrent du CNR (le Comité Central des Mouvements de Résistance), puis, avec succès, dans la première partie du programme du CNR.

S'ils participent avec les partis à la définition d'un programme commun de réformes (le programme du CNR), ils entendent bouleverser le paysage politique: la création du MLN en décembre 1943, fusionnant les MUR avec de petits mouvements de zone Nord, est le premier pas vers la constitution d'un grand «parti de la Résistance» progressiste. Mais celui-ci se divise sur l'élargissement possible, à gauche (alliance avec le FN dans l'espoir de le détacher du PCF), ou à droite (vers les grands mouvements de zone Nord), et se heurte aux communistes du FN dans le premier cas, aux socialistes dans le second.

À la Libération, la majorité du MLN rejette la fusion avec le FN par peur d'un noyautage communiste. Elle fonde avec des membres de l'OCM et de Libération-nord une fédération, l'UDSR (Union Démocratique et Socialiste de la Résistance) qui joue l'alliance électorale avec la SFIO en espérant la contraindre à former un grand parti travailliste, mais obtient des résultats très décevants. Toutes les élections confirment le primat, aux yeux de la population, de l'implantation ancienne des partis (PCF, SFIO et le MRP, nouveau parti démocrate-chrétien) sur ces nouveaux venus et l'UDSR se transformera rapidement en petit parti classique.

Des cadres des mouvements parleront ensuite abusivement d'«échec politique de la Résistance», oubliant qu'une majorité de leurs membres, comme on l'a vu, se reconnaissent dans les structures partisans traditionnelles ou étaient surtout mus par un combat patriotique. De fait, les résistants des mouvements qui joueront un rôle politique après-guerre sont plutôt d'anciens militants des partis dont la carrière connaît une progression accélérée du fait de l'épuration interne de leur formation. La presse d'opinion issue des mouvements déclinera aussi rapidement, du fait de difficultés économiques ou de désaccords politiques. Reste l'influence des anciens membres des mouvements dans la société civile ou l'appareil d'État, mais aussi indirectement sur la vie politique à travers leurs associations ou des clubs de pensée. C'est une question encore ouverte et complexe, car elle se pose aussi pour les membres des réseaux et les Français libres. ■

- (1) Paul Simon, *Un seul ennemi l'envahisseur*, University Press, Edinburgh.
- (2) Wetterwald (*Vengeance*, 1947) survalorise les actions et l'implantation de son mouvement. Dautun (*Patriotes sans nom*, 1945) et Hobam (*Quatre années de lutte clandestine en Lorraine*, 1946) exagèrent en plus leur propre rôle.
- (3) Françoise Bruneau [Y. Gouineau]. *Essai d'histoire du mouvement né autour du journal clandestin «Résistance»*, SEDES, 1951.
- (4) Aux Presses universitaires de France (Marie Granet et Michel, *Combat*; Arthur Calmette, *L'OCM*; Granet, *Défense de la France*), sauf M. Granet, *Ceux de la Résistance* (éd. de Minuit).
- (5) La série 72 AJ des Archives nationales, partiellement disponible aujourd'hui sur internet voir page VIII.
- (6) *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de Résistance*, Flammarion, 1977; R. Bédarida, *Témoignage Chrétien*, Les éditions ouvrières, 1977.
- (7) Laurent Douzou, *La désobéissance*, Odile Jacob, 1995; Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée*, Flammarion, 1999; Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance*, Le Seuil, 1995.
- (8) Sauf le PCF, mais il est alors discrédité par son soutien au pacte germano-soviétique.
- (9) L'Alsace-Moselle annexée et soumise à la nazification étant un cas totalement à part.
- (10) Voir l'article de Laurent Douzou cité dans la bibliographie: «La démocratie sans le vote»...

Pour approfondir

Bibliographie sélective

■ Sur la diversité politique et sociologique des mouvements et leurs différents services :

François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Bouquins, 2006 [entrées génériques «Mouvements» et «Sociologie des mouvements», articles consacrés aux principaux mouvements, à leurs journaux clandestins, à leurs services]

■ Sur les différences entre zone Nord et zone Sud :

Julien Blanc, *Autour du musée de l'Homme: les débuts de la résistance en zone occupée*, Le Seuil, 2011

Laurent Douzou, «La résistance des mouvements: ses débuts dans la région lyonnaise (1940-1942)», in J.-M. Guillon et P. Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire: la Résistance*, Privat, 1995.

■ Sur le fonctionnement interne des mouvements :

Laurent Douzou, «La démocratie sans le vote. La question de la décision dans la Résistance», in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2001, n° 140, p 57-67.

François Marcot (dir.), *La Résistance et les français. Lutte armée et maquis*, Presses de l'université de Franche-Comté, 1996 [colloque contenant notamment des contributions sur le choix de la lutte armée par les mouvements de zone Sud, Défense de la France et Libération-nord; voir aussi les conclusions générales]

Cécile Vast, *L'identité de la Résistance*, Payot, 2011 [l'identité collective des grands mouvements de zone Sud, à travers l'étude de la pensée de leurs responsables à différents niveaux]

■ Sur les relations entre mouvements et partis :

Jean-Marie Guillon «Droite et gauche dans la France des années trente et quarante: crises, recomposition et tradition républicaine in *Les courants politiques et la Résistance: continuités ou ruptures?*, Archives nationales du Luxembourg, 2003 [mise au point sur la question de «l'échec politique» de la Résistance]

Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance*, Le Seuil, 1995, p 239 et suivantes [sur le MLN et ses tendances]

Daniel Virieux «De la Résistance à la "renaissance". Le cas du Front national (septembre 1944-décembre 1945)», in *Associations et champ politique*, Claire Andrieu, Gilles Le Béguec et Danielle Tartakowsky (dir.), Publications de la Sorbonne, 2001, p. 339-358.



Fondation de la Résistance-DANERI

Sitographie

■ Exposition consacrée à Libération-Nord sur www.museedelaresistanceenligne.org

■ Presse des mouvements
La collection de la BnF est disponible sur le site Gallica. Une fiche-méthode d'utilisation, la liste des 1 000 titres de presse et une présentation commentée des 25 principaux journaux clandestins sont disponibles en page d'accueil de www.fondationresistance.org

Étudier un mouvement de Résistance à travers la presse clandestine :

La Une de ce numéro de *Libération* daté du 25 avril 1942, soit juste après le retour de Pierre Laval au pouvoir à Vichy, permet d'illustrer la façon dont la vie d'un mouvement de résistance s'organise autour d'un journal clandestin⁽¹⁾.

Un journal clandestin permet de :

1 S'ORGANISER

■ Pour publier régulièrement.

Arriver à 11 numéros est déjà le signe d'un groupe structuré qui a réussi à durer malgré la répression. Les interruptions temporaires ne sont pas rares, la parution est donc parfois irrégulière. Dans certains journaux, la numérotation fait des bonds par « bluff », pour camoufler ces irrégularités.

Publier un journal clandestin de 4 pages est en effet un tour de force. Il faut trouver du papier, alors contingenté. Sortir un numéro imprimé comme celui-ci permet de gros tirages mais suppose de convaincre un imprimeur de coupler travail officiel et clandestin dans un même lieu. Les ronéos (comme celle de la CGT clandestine du Puy-de-Dôme) sont plus faciles à trouver mais de capacité plus réduite.

■ Pour crédibiliser le journal.

Les responsables doivent recruter dans diverses professions et se doter de services distincts et organisés : le renseignement pour trouver les informations (journalistes, fonctionnaires), la rédaction (secrétaires, agents de liaison), l'impression (papetiers et imprimeurs), la diffusion de ville en ville (commerçants ou cheminots, qui circulent).

Le mouvement se structure et s'étend avec les services du journal.

■ L'aide décisive de la France Libre.

Au début les militants ont tout fait. L'universitaire Jean Cavallès dérobe ainsi à l'École normale supérieure du papier. « Pendant un an, l'organisation a vécu de mendicité, ce qui lui a donné une existence très misérable »⁽²⁾ rappelait Emmanuel d'Astier de la Vigerie, chef du mouvement.

À la fin de 1941, Yves Morandat agent du BCRA

– les services secrets de la France Libre –, parachuté en

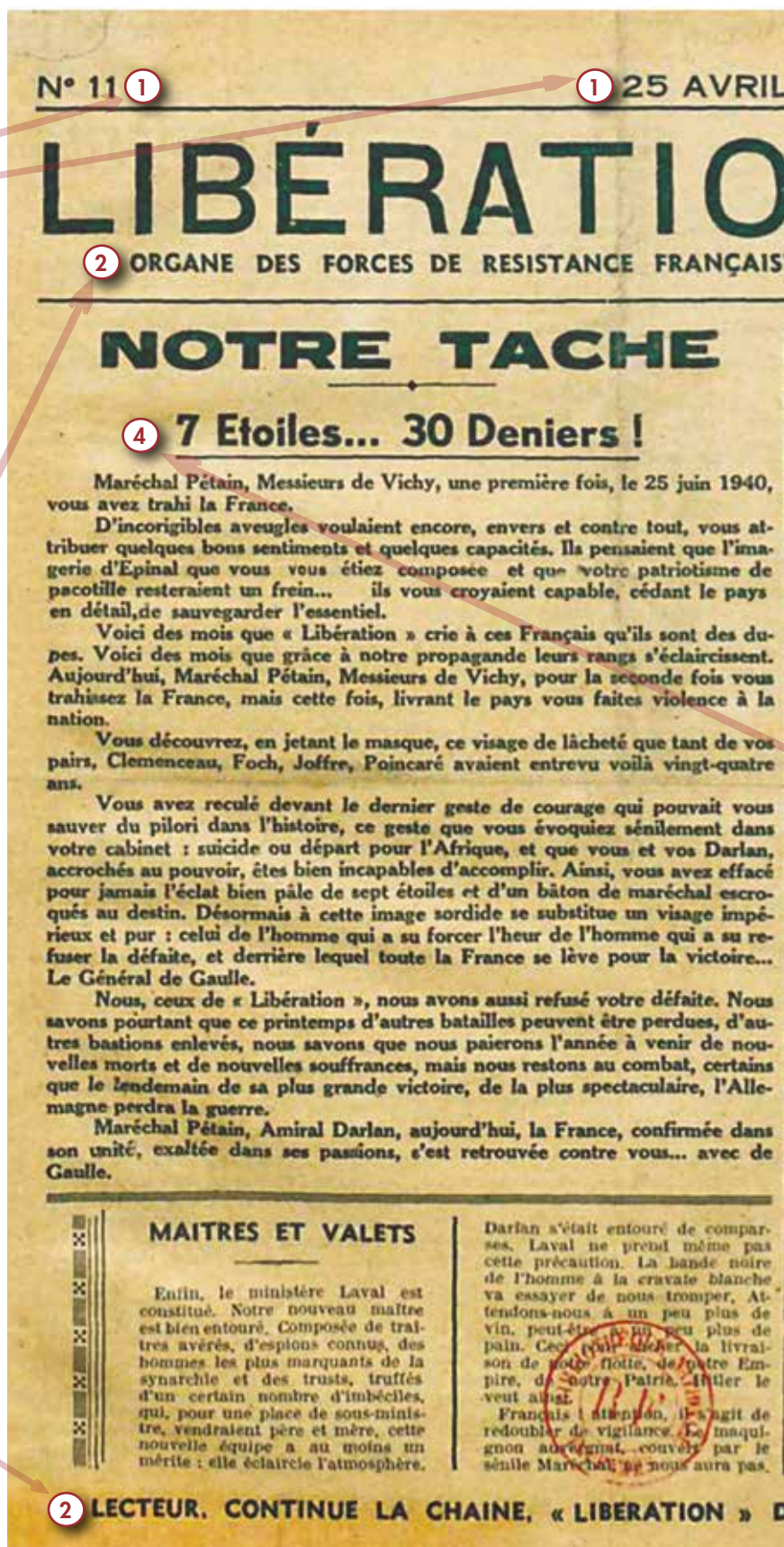
France avec pour mission de prendre contact avec la résistance en zone Sud, met fin à cet isolement en finançant *Libération*. 14 numéros sont publiés en 1942, la périodicité devient fixe et des photographies sont publiées car des flux de documents commencent à être échangés avec Londres.

2 POUSSER À AGIR ET RECRUTER

Le mouvement s'étend grâce aux lecteurs qui se transforment en diffuseurs. La régularité est donc cruciale : à travers sa lecture et sa diffusion régulières, les lecteurs du journal se sentent complices et solidaires les uns des autres.

S'autoproclamer « Organe des forces de résistance française », c'est *bluffer* sur l'importance réelle du mouvement. Ce sous-titre irritait Henri Frenay,

chef du mouvement Combat, en ce « qu'il donne évidemment à penser au lecteur que le journal parle au nom de toute la Résistance »⁽³⁾. Mais nombre de groupes ont usé de tels sous-titres pour impressionner les hésitants.



Source : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

l'exemple d'un numéro de LIBÉRATION *Par Hélène Staes*



Chronologie indicative

- **Automne 1940** : Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Jean Cavaillès, Lucie Samuel (Aubrac) et Georges Zerapha se rencontrent dans un café à Clermont-Ferrand et forment le groupe La Dernière colonne.
- **Février 1941** : Ce petit noyau de pionniers de la résistance est mis à mal lors d'arrestations qui font suite à un collage de tracts dans des villes de la zone Sud. L'idée du journal s'impose alors.
- **Juillet 1941** : Parution du premier numéro du journal clandestin *Libération* tiré à 5 000 exemplaires.
- **1942** : Le mouvement *Libération* se structure en se dotant de services distincts : action politique, faux papiers, groupes francs, propagande-diffusion, secteur paramilitaire, service social.
- **Septembre 1942** : *Libération* est tiré à 20 000 exemplaires.
- **Janvier 1943** : Les mouvements *Libération-Sud*, *Combat* et *Franc-Tireur* s'unissent dans les Mouvements unis de Résistance (MUR). Seul le service de propagande-diffusion échappe à cette fusion. Chaque mouvement garde son journal.
- **1943** : Les tirages de *Libération* oscillent entre 60 000 et 100 000 exemplaires.
- **1944** : *Libération* est tiré jusqu'à 200 000 exemplaires, 300 000 pour les numéros spéciaux.

3 INFORMER

Dans les 4 pages, les rédacteurs tentent de donner des informations censurées dans la presse officielle par les services de propagande de l'occupant et de Vichy. L'écoute des radios alliées ou neutres, la connaissance des consignes de censure ou de rapports de l'administration française renseignent sur la politique de l'occupant et de celle de Vichy. Beaucoup d'informations factuelles figurant dans cette presse ne peuvent cependant être admises aujourd'hui sans être croisées avec d'autres sources.

À l'intérieur de ce numéro, les rédacteurs mettent ainsi en avant les manœuvres par lesquelles les Allemands ont fait pression sur Pétain pour le retour de Pierre Laval, le promoteur de la collaboration politique avec le Reich, en remplacement de Darlan : «voici les éphémérides du mauvais coup».

4 DÉFENDRE UNE LIGNE ÉDITORIALE

Donner une ligne politique au journal permet à ses fondateurs, qui ne se connaissaient pas avant 1940, d'élaborer une pensée commune. La ligne éditoriale s'affirme face à l'évolution de la guerre, de l'occupation et de Vichy.

Le titre *Libération* est trouvé par Jean Cavaillès en 1941. Choisir un tel titre en zone non occupée, c'est déjà donner une perspective politique, une alternative à la collaboration prônée par Vichy. *Libération* est anti-vichyste dès l'origine. Il se distingue ainsi d'autres journaux condamnant la collaboration mais sensibles au mythe d'un «double jeu» du Maréchal et à certains aspects de sa Révolution nationale. Pétain est qualifié de traître et comparé à Judas ce dont témoigne le titre «7 étoiles... 30 deniers».

À partir des contacts avec la France Libre fin 1941, la ligne éditoriale consiste aussi à définir sa position par rapport au général de Gaulle. La citation, qui apparaît au printemps 1942, signifie que *Libération* accepte de se rallier à ce général parce qu'il n'a pas de prétention politique personnelle. L'éditorial «Notre tâche» le définit d'ailleurs comme un chef jusqu'à la victoire militaire. Le journal se situe en effet dans une tradition républicaine de gauche, très méfiante à l'égard des tentations «bonapartistes» des militaires. *Libération* est appuyé par Daniel Mayer et Léon Jouhaux, respectivement anciens dirigeants de la SFIO et de la CGT.

(1) Un tel travail peut être mené sur d'autres mouvements : *Défense de la France*, *Franc-Tireur*, *Libération-Nord*, pour la bibliographie voir notes 6 et 7 p.V.

(2) et (3) Citations extraites du livre de Laurent Douzou, *La Désobéissance. Histoire du mouvement Libération-Sud*, Paris, éditions Odile Jacob, 1995, p. 84 et p. 77.

Les mouvements de résistance à travers la série 72 AJ

Par Hélène Staes

Pour connaître les mouvements de résistance, les historiens consultent les archives de la répression ou les archives de liquidation. Mais elles sont difficiles d'accès. L'autre source archivistique ouverte et consultable est l'ensemble des témoignages des résistants recueillis au lendemain de la Libération et classés aujourd'hui aux Archives nationales dans la série 72AJ.

La série 72AJ est partiellement numérisée et consultable en ligne⁽¹⁾. Il s'agit notamment de dossiers consacrés à chaque mouvement et à chaque réseau où l'on trouve pêle-mêle des témoignages dactylographiés, des documents manuscrits, des faux-papiers, des nécrologies parues dans la presse d'après-guerre sur l'action d'un résistant disparu. Des doubles sont parfois consultables aux archives départementales.

Créée par décision du gouvernement provisoire en octobre 1944, la Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF) avait pour première tâche d'entreprendre un **campagne de recueil de témoignages oraux**, dans le but de suppléer à l'absence de documentation due aux conditions de clandestinité, donc de constituer des archives⁽²⁾. Des correspondants départementaux, le plus souvent d'anciens résistants, ont interrogé des témoins et ont retranscrit leurs récits. L'historien Henri Michel, secrétaire général de la Commission, écrit en 1949⁽³⁾ : «Fort heureusement, à défaut d'écrits, les acteurs possédaient des souvenirs encore frais; c'est ainsi qu'a pu être entreprise une vaste enquête qui a permis déjà de rassembler près de 1 500 témoignages. Ce fut, certes, une tâche passionnante qui parvint, de maille en chaîne, à reconstituer toute la grande chaîne des mouvements de résistance. Mais ce ne fut pas une tâche facile». Cette collecte de témoignages était en effet une «première» pour la recherche historique, d'où des méthodes aujourd'hui jugées obsolètes (transcription à la 3^e personne du singulier) ou des lacunes (peu de données sur l'avant-guerre). Dès 1951, la CHOLF et le Comité d'histoire de la Guerre ont fusionné pour former le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, qui a complété cette campagne de témoignages au moment où les historiens ont écrit les premières monographies sur les mouvements.

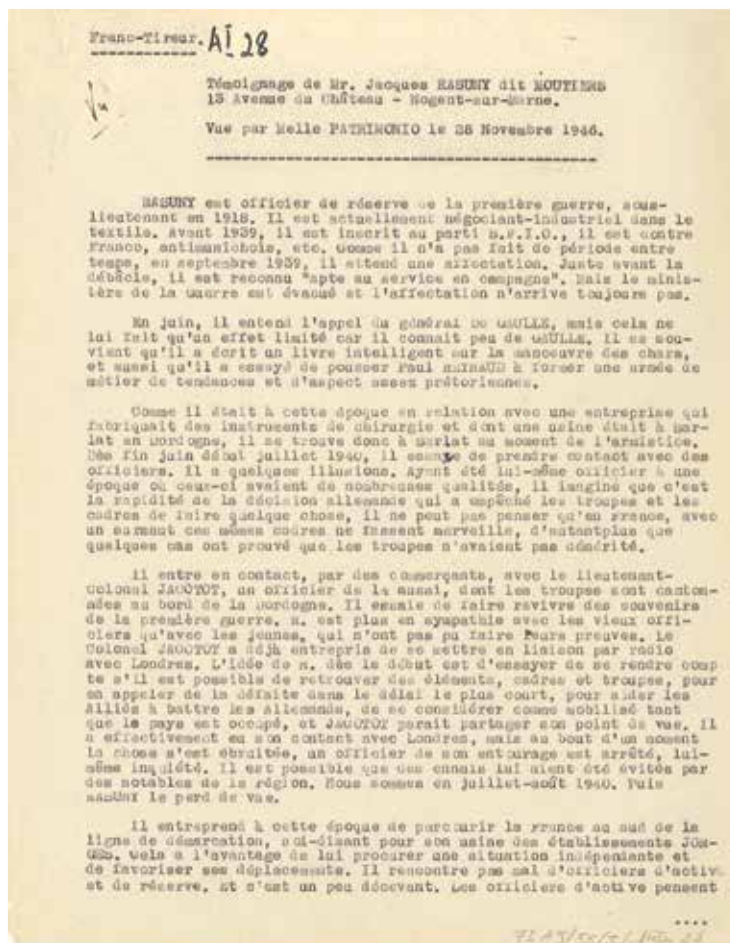
Bien sûr, **les souvenirs ne doivent pas se substituer au travail de l'historien**, chacun sait les reconstructions volontaires ou involontaires de la mémoire. Mais ces témoignages ne sont pas sans valeur et en particulier parce que les souvenirs des interviewés étaient encore récents, qu'ils n'étaient pas destinés à une diffusion immédiate (les résistants ne cachent pas des désaccords entre eux), et que beaucoup n'étaient pas encore biaisés par la montée des tensions entre communistes et non communistes au début de la guerre froide.

Leur intérêt pédagogique est indéniable. L'enseignant peut choisir des extraits car les textes sont parfois très longs, puis proposer de les analyser et enfin tenter, non pas une étude critique précise, mais de faire réfléchir les élèves sur l'intérêt de ce type de documents pour connaître les motivations de l'engagement initial, la façon dont le contact s'est établi, l'organisation du mouvement. Ces témoignages, qui fourmillent de détails, ont été recueillis auprès de résistants très divers par leur niveau de responsabilité, et leurs origines sociales ou politiques. Des mouvements peuvent donc être étudiés par des groupes qui mutualiseront leurs recherches en classe pour montrer la diversité des engagements et dresser un tableau des différentes activités qui structurent la vie d'un mouvement. ■

(1) <http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/>. Cliquez sur *Trouver un document*, puis sur *Accéder aux documents en ligne*, puis sur *Résistance intérieure* et enfin sur *Table des matières*.

(2) Guillaume Piketty, «L'histoire de la Résistance dans le travail du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, projets, méthodes» in *Faire l'histoire de la Résistance*, sous la dir. Laurent Douzou, Presses universitaires de Rennes, 2010.

(3) Cité par Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, éditions du Seuil, 2005.



Extraits du témoignage de M. Jacques Rasuny, dit Moutiers, membre du mouvement Franc-Tireur, recueilli par Mlle Patrimoine, le 28 novembre 1946

Le témoin est désigné à la troisième personne du singulier, ses propos sont retranscrits et résumés. Il ne s'agit donc pas d'une transcription littérale.

Le texte commence par une présentation sommaire : «*Rasuny est officier de réserve de la première guerre mondiale [...] En juin, il entend l'appel du général De GAULLE, mais cela ne lui fait qu'un effet limité car il connaît peu De GAULLE [...]*»

J. Rasuny explique qu'il veut agir mais qu'il a des difficultés à prendre des contacts : «*Dans certains endroits, les wagons-restaurants par exemple, il lui semble, entendre des chuchotements, des consignes. Il sent qu'il y a des possibilités souterraines. Mais de quelle façon s'orienter, comment faire pour faire prendre forme à cette action militaire qu'il a en tête ?*»

La rencontre de son neveu est déterminante : «*En 1941, [...], il n'est pas long à s'apercevoir que son neveu transporte des tracts [...]*». Il rencontre alors le chef local du mouvement Libération, et lui dit qu'il veut agir militairement. «*Stephens déclare qu'il n'aura pas à Libération un rôle militaire utile, mais qu'il connaît un chef qui a besoin de quelqu'un dans son genre, pour former des opérations paramilitaires, JEAN-PIERRE, de Franc-Tireur.*»

Puis suivent une dizaine de pages où il raconte la formation paramilitaire qu'il organise, les financements, les rencontres avec les envoyés gaullistes, les arrestations...

La Seconde Guerre mondiale dans les programmes

Classe de troisième

La Seconde Guerre mondiale est abordée à deux reprises dans le programme de troisième⁽¹⁾.

Tout d'abord, dans la deuxième partie du programme consacrée aux «guerres mondiales et aux régimes totalitaires (1914-1945)», sous le thème intitulé: «la Seconde Guerre mondiale, une guerre d'anéantissement (1939-1945)».

Cette partie du programme invite les enseignants à insister sur la notion de «guerre d'anéantissement aux enjeux idéologiques et nationaux» et sur «le génocide des Juifs et des Tziganes en Europe».

L'étude s'effectue à l'aide de cartes, d'une chronologie, d'un premier exemple au choix (bataille de Stalingrad ou guerre du Pacifique) montrant la mobilisation des forces matérielles et morales des peuples en guerres [Guerre totale] et d'un autre exemple illustrant les modalités de l'extermination (*Einsatzgruppen* ou camp de la mort).

L'histoire militaire y est abordée d'un point de vue purement événementiel. Les études de cas choisies se limitent à Stalingrad et à la guerre du Pacifique sans que soient abordés les aspects européens de la guerre.

Par ailleurs, seules les dimensions de guerre totale et de guerre d'extermination du conflit sont développées: les notions de résistances, de déportation politique et de camps de concentration ne sont pas abordées.

On peut toutefois regretter que l'échelle d'étude choisie (échelle planétaire) ainsi que le volume horaire accordé à cette question (4 à 5 heures soit environ deux semaines de cours) ne permettent pas d'insister sur le quotidien des populations et les résistances en Europe occupée.

L'examen des manuels les plus couramment utilisés montre que les études de cas sont consacrées à Stalingrad, à la guerre du Pacifique et au génocide en Europe. La notion de guerre d'anéantissement inclut parfois une phrase rappelant les représailles sanglantes auxquelles sont soumis les résistants européens déportés dans des camps de concentration. Dans un des manuels examinés, seules les dimensions de guerre totale et de guerre d'extermination sont développées: les notions de résistances, de déportation politique et de camps de concentration ne sont pas abordées.

La Seconde Guerre mondiale est ensuite abordée au sein de la partie 4 du programme «La vie politique en France», sous le thème intitulé «Effondrement et refondation républicaine (1940-1946)».

Le programme précise qu'il faut évoquer la défaite de 1940, le régime de Vichy, la lutte menée par la France Libre et la Résistance intérieure porteuse des valeurs républicaines, la Libération marquant le retour à la République. Cette étude s'effectue en insistant sur les attitudes de Philippe Pétain et Charles de Gaulle face à la défaite, les conditions d'armistice, la politique de Vichy et la collaboration. La Résistance doit être abordée à travers l'étude d'un réseau, d'un mouvement ou d'un maquis puis l'exemple doit être mis en pers-

pective pour «expliquer la place de la France Libre, ses liens avec la Résistance intérieure et le rôle qu'elle a joué dans son unification». Les textes officiels conseillent aux enseignants d'étudier à cette occasion le programme du CNR ou le préambule de la Constitution.

Si les thèmes abordés au sein des études de cas permettent de s'éloigner d'un traitement purement politique de la question, le choix à opérer entre réseau, maquis et mouvement invite à n'étudier qu'une forme d'engagement, au détriment des autres. L'élève ne peut donc pas saisir la diversité des engagements au sein des organisations de résistance. D'autre part, la généralisation à partir d'une seule étude de cas pose des problèmes méthodologiques.

Classe de première

Le programme de première amène à étudier la Seconde Guerre mondiale à deux moments⁽²⁾.

En premier lieu, au sein du thème 2: La guerre au XX^e siècle, dans la sous rubrique «Guerres mondiales et espoirs de paix», sous l'intitulé «La Seconde Guerre mondiale: guerre d'anéantissement et génocide des Juifs et des Tziganes». Cette partie du programme est traitée en 3 à 4 heures de cours (une à deux semaines selon les séries).

Les ressources d'accompagnement précisent qu'il s'agit d'étudier «la volonté d'anéantissement de l'adversaire, qu'il soit militaire ou civil, doublée par la volonté politique d'exterminer spécifiquement certaines catégories de populations (génocide des Juifs et des Tziganes)» et d'insister sur la notion de «guerre totale» à l'échelle planétaire.

Le texte officiel précise qu'«Il ne s'agit donc pas de présenter dans le détail les événements, mais d'aborder la question de manière problématisée en insistant sur les caractéristiques nouvelles du conflit: place des idéologies, guerre de mouvement, extension géographique, guerre technique et industrielle, ampleur des destructions (humaines et matérielles), en privilégiant la présentation du massacre des Juifs et des Tziganes comme un phénomène particulièrement révélateur de la dimension d'anéantissement de la guerre au XX^e siècle.» Certains manuels limitent l'étude de cas à celle du camp d'Auschwitz.

Dans un deuxième temps, au sein du thème 5: «Les Français et la République» et du sous-thème «La République, trois républiques» sous l'intitulé «Les combats de la Résistance (contre l'occupant nazi et le régime de Vichy) et la refondation républicaine».

Les ressources d'accompagnement insistent sur «la remise en cause radicale d'une république apparemment consolidée» qui suit la débâcle de 1940. «L'histoire de la Résistance est celle de la redécouverte progressive de l'idéal républicain». «L'idée républicaine sort donc relégitimée par quatre années d'occupation mais elle a subi une évolution».



© Drivepix

Cette étude doit être menée en 2 à 3 heures (soit une semaine de cours).

Les ressources d'accompagnement du programme invitent à privilégier la dimension purement politique de la Résistance. Aussi, la diversité des profils sociologiques et des formes d'actions adoptées, les difficultés matérielles rencontrées, la répression subie ne sont pas traitées.

En outre, le temps consacré à cette partie du programme, situé en fin d'année ne permet aucun approfondissement (ce qui est problématique pour la pérennisation du CNRD).

En conclusion, on peut dire que les programmes de troisième et de première donnent une vision éclatée et parcellaire de la période 1939-1945, en privilégiant l'échelle nationale et mondiale au détriment de l'échelle européenne et sans présenter aux élèves une chronologie claire.

Dans la partie consacrée à l'étude de la «Seconde Guerre mondiale, guerre d'anéantissement», le quotidien des populations européennes soumises à l'occupation allemande, les résistances en Europe et la déportation de résistants et d'otages sont des sujets passés sous silence.

Si la bataille de Stalingrad et la guerre du Pacifique sont soumises à une attention particulière, on remarque que le front occidental ne fait l'objet d'aucune étude approfondie (débarquement de Normandie, campagne d'Italie...). L'action militaire de la France Libre et notamment certains de ses faits d'armes, comme Bir Hakeim, sont également occultés.

De plus, on peut imaginer l'impression légitime de répétition produite sur un élève de première qui étudie, à deux ans d'intervalle, la même question, traitée par les manuels de troisième et de première sous un angle identique, même si la question peut évidemment être plus approfondie.

Enfin, la place accordée à l'étude de la Résistance, en fin d'année scolaire et au sein d'une réflexion plus globale autour de la refondation républicaine, est très handicapante pour le Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont les épreuves se déroulent à la fin du mois de mars. ●

(1) Cf. Bulletin Officiel de l'Éducation nationale n° 42 du 14 novembre 2013.

(2) Cf. Bulletin Officiel de l'Éducation nationale spécial n° 9 du 30 septembre 2010 et Bulletin Officiel de l'Éducation nationale n° 46 du 13 décembre 2012.

Les activités de MER

l'association des amis
de la Fondation de la Résistance

Paroles de délégués...

Vingt-trois délégués animent Mémoire et Espoirs de la Résistance à Paris et en Province. Deux d'entre eux, Patricia Arzel-Mazet et Jacques Jamain nous ont dit pourquoi ils nous avaient rejoints.

Patricia Arzel-Mazet: «J'ai été sensibilisée à l'histoire de la Résistance par des récits entendus dans la famille de mon beau-père Alain Cotonéa, partisan italien, FFI, décoré en juillet 1945 par le général de Gaulle. J'ai découvert le CNRD en 1990 au lycée André Maurois (Deauville) où j'enseignais l'Histoire-Géographie. J'y ai organisée pour mes élèves de nombreuses rencontres avec des témoins qui avaient participé directement aux filières d'évasion. Combien ces témoignages ont-ils été enrichissants pour mes élèves! Nommée au collège de Rhuy à Sarzeau, (Morbihan), je suis entrée, en 2006, au Comité de liaison du CNRD qui réunit les représentants des associations patriotiques et de mémoire ainsi que des professeurs retraités ou en activité. Impliquée dans plusieurs associations départementales (présidente de l'ADIRP, vice-présidente de l'AFMD 56, membre des Amis de la Fondation de la France Libre),

mes activités me permettent de collecter avec mes élèves des témoignages et de faire connaître les valeurs humanistes de la Résistance, d'où ma venue à MER. Grâce à MER, j'ai pu organiser des rencontres témoins-élèves à Paris et dans le Morbihan. J'ai mobilisé professeurs et élèves pour ce concours, auquel je suis attachée, car il est très formateur en termes de citoyenneté et développe la conscience que les expériences humaines ont quelque chose d'universel.»

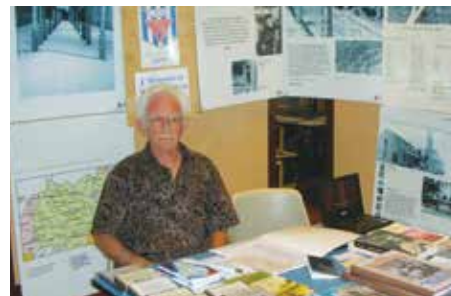
Jacques Jamain: «Ma famille est originaire de Charente-Maritime et fut durement touchée par la Seconde Guerre mondiale. Mon père est entré dans la résistance dès la déclaration de la guerre. Arrêté, prisonnier, incarcéré dans diverses prisons françaises, il a été déporté avec ses deux frères dans le camp de Sachsenhausen de janvier 1943 à juin 1945. Après avoir "fait la route de la mort", rapatrié en France, il est décédé sitôt son retour en juillet 1945. Un seul de ses frères a survécu à l'enfer des camps. Trois autres membres de notre famille furent fusillés en 1943. Quel gâchis! Le retour de ce père tant attendu est resté à jamais dans ma mémoire d'enfant de sept ans.

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à «Mémoire et Espoirs de la Résistance»!

Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à «Résistance et Avenir»).

Mémoire et Espoirs de la Résistance,
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Duplex, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



J'ai connu MER par l'intermédiaire d'un camarade lui aussi fils de déporté de La Rochelle, où ensemble nous avons travaillé sur les "oubliés de ce conflit" pour faire revivre leurs parcours. MER m'a accueilli avec respect, m'a écouté, j'y ai découvert le travail fabuleux fait par cette association de mémoire de la Résistance : son site avec entre autres les pages "Ne les oublions pas", "Actualité", ... Tous ses reportages, ses photos qui concourent à la mémoire de la Résistance. Je représente maintenant MER dans ma région et m'essaie à rassembler tous ceux qui comme moi souhaitent faire perdurer la mémoire de la Résistance.» ●



Un DVD pour préparer le CNRD 2012-2013

Comme l'année passée, MER a édité un DVD qui vient en complément du dossier pédagogique présenté dans le dernier numéro de *La Lettre de la Fondation de la Résistance*. D'une durée de 42 minutes, il est accompagné d'un petit livret qui résume en quelques lignes les témoignages et les parcours des résistants. L'édition de ce DVD, souligne l'une des missions premières de notre association : **promouvoir le Concours national de la Résistance et de la Déportation**. Il est aujourd'hui disponible et peut être commandé à MER. Merci pour votre participation aux frais de réalisation de ce DVD.

Jeanne Boucourechliev-Bayet (1930-2013), administratrice de MER, éternelle résistante culturelle

La veuve du compositeur français d'origine bulgare André Boucourechliev semblait une éternelle jeune fille. Pourtant, elle a fini par rejoindre son mari dans la mort cet été. Elle a été enterrée dans le cimetière de Chalo-Saint-Mars (Essonne), où elle avait sa maison.

Mme Jeanne Boucourechliev-Bayet avait neuf ans au moment de l'invasion de la Pologne par les nazis et du découpage de cette nation martyrisée par l'alliance germano-soviétique. Son frère, François Bayet, maquisard en Sologne, mourut à 19 ans dans son camp de déportation. Leur sœur, Mme Claire Salomon-Bayet, professeur émérite en

Sorbonne, l'a remplacée au conseil d'administration de «Mémoire et Espoirs de la Résistance» : elle est veuve d'un résistant.

Jeanne était cofondatrice, en 1993, de cette «association des Amis de la Fondation de la Résistance». Avocate, secrétaire générale de Rank Xerox, cette présidente de «Mémoire des Étudiants Résistants» a plaidé pour que son association fût absorbée par «Mémoire et Espoirs de la Résistance» qui pérennise aujourd'hui au Jardin du Luxembourg, la cérémonie commémorative des lycéens et étudiants tués par les nazis. ●

François Archambault



Vient de paraître

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informé les abonnés de La Lettre, des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

La Résistance confisquée ?

Les délégués militaires du général de Gaulle de Londres à la Libération.

Philippe André.

Préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac.

Perrin, 390 p., 24 €.

Abdon. Parcours d'un résistant dans les Alpes 1943-1945. Des maquis à la guerre des Alpes, Vercors, Oisans, Belledonne, Chartreuse, Maurienne, Piémont.

Textes et dessins de Jacques Barré, dit Abdon.

Musée de la Résistance et de la Déportation-Maison des Droits de l'Homme, 110 p., 20 €.

La Résistance telle que l'a vécue...

Bernard-Henri Bonnafous.

Octobre 1941-septembre 1944.

Bernard Bonnafous.

Présentation et annotations de Yannis Bautreit, assistant principal de conservation du patrimoine et Sylvie Caucanas, conservateur général du patrimoine.

Archives départementales de l'Aude 116 p., 20 €.

Paul Marchal (1913-1945). L'archange du camp de Stassfurt. Un chef scout dans la résistance et la déportation.

Didier Béoutis.

Compte d'auteur (didierbeoutis@yahoo.fr),

167 p., 20 €.

La chute du réseau Renard, Poitiers 1942. Le SS, le préfet et le Résistant.

Jean-Henri Calmon.

Geste éditions, 325 p., 24 €.

Les réseaux de résistance de la France combattante.

Dictionnaire historique.

Sous la direction de Stéphane Longuet et Nathalie Genet-Rouffiac.

Préface d'Olivier Wiewiorka, professeur à l'École normale supérieure de Cachan.

SHD- éditions Économica, 1080 p., 39 €.

Mémoire du camp des Milles 1939-1942.

Photographies d'Yves-Jean Mouglin.

Textes de Robert Mencherini, Angelika Gausmann, Olivier Lalieu.

Métamorphoses/Le bec en l'air, 240 p., 29 €.

De Budapest à Paris. Reconnaissance pour des Justes (1942-2012).

Thomas Degré.

Préface d'Élizabeth Helfer-Aubrac.

Éditions Le Manuscrit,

136 p., 15,90 €.

Achille Viadieu d'ombre et de courage.

Le résistant aux deux visages.

Claude Faber.

Éditions Privat, 174 p., 19 €.

Jean Moulin.

La passion de la République.

Charles-Louis Foulon.

Éditions Ouest-France,

144 p., 19,90 €.

Le piano et le violoncelle.

Claude du Granrut.

Éditions du Rocher, 109 p., 12 €.

Résister sous l'Occupation.

Libération-Nord (1940-1944).

Christine Levisse-Touzé

et Dominique Veillon.

La Documentation française,

180 p., 18 €.

Dans les drames

et les rêves du XX^e siècle.

Jean Ooghe.

Compte d'auteur

(s'adresser à Jean Ooghe

224, avenue de l'Espérance

40140 Soustons

06 43 44 89 64)

336 p., 22 €.

La bataille des Ardennes.

16 décembre 1940-31 janvier 1945.

La dernière folie de Hitler.

Guillaume Piketty.

Tallandier, 230 p., 19,90 €.

Sur le fil de l'espoir.

Biographie de Jean Stetten-Pigasse.

Faussement résistant.

Jean Stetten-Pigasse.

Préface de François Marcot,

professeur de l'Université

de Franche-Comté.

Compte d'auteur

(s'adresser à Cédric Rémy

06 03 25 31 07),

298 p.

Les cahiers de l'APA, n° 56,

juillet 2013.

Paroles de cheminots.

Lectures du fonds APA.

Association pour l'Autobiographie et le patrimoine autobiographique.

Cette revue reproduit des extraits

de témoignages de deux chemi-

nots résistants : Maurice Lemaire

(1902-1981), président de Résistance-fer

et Georges Martin,

membre du groupe de sabotage

d'Ambérieu (Ain). ●

Prix Philippe Viannay Défense de la France 2013

Le prix Philippe Viannay-Défense de la France, créé en 1991 par les anciens résistants du mouvement Défense de la France, est perpétué par la Fondation depuis la dissolution de leur association en 2006. Le prix 2013 a été décerné, au Palais du Luxembourg, le 5 novembre dernier, conjointement à deux ouvrages : des souvenirs personnels et un travail universitaire. Il s'agit d'abord des mémoires publiés à titre posthume du compagnon de la Libération José Aboulker, *La Victoire du 8 novembre 1942* (éditions du Félin). Principal animateur de la Résistance en Algérie, José Aboulker eut un rôle clé dans l'aide française au débarquement allié du 8 novembre 1942. Suivant un plan qu'il avait imaginé un an plus tôt, avant même l'entrée en guerre des Américains, il dirige depuis le commissariat central l'occupation des points névralgiques d'Alger par 400 résistants. Ces derniers se rendent rapidement maîtres des centres de commandements et de transmissions et arrêtent les responsables militaires et civils de Vichy. A aussi été primé *Persécutions et entraides dans la France occupée*, de Jacques Semelin (éditions des Arènes-Le Seuil). Dans le prolongement de ses recherches universitaires sur les processus de résistance

civile au sein des dictatures (*Sans armes face à Hitler* en 1989) ainsi que sur l'analyse des massacres et génocides au XX^e siècle (*Purifier et détruire* en 2005), Jacques Semelin dans cet ouvrage sur le sauvetage des Juifs en France se place au plus près de l'expérience des acteurs. Revenant sur les conséquences concrètes de chaque mesure antisémite sur la vie des Juifs en France (déplacements forcés ou volontaires qui se traduisent en 1943-1944 par une dispersion de ces urbains dans les zones rurales, exclusions professionnelles...), il détaille la façon dont ils ont bénéficié d'une entraide provenant très majoritairement de la population elle-même, au-delà de filières organisées. Il nomme ce phénomène « la réactivité sociale », en analyse les multiples acteurs (rôles-types mais aussi auteurs de petits gestes) ainsi que les motivations (sensibilité au sort des enfants, christianisme, valeurs républicaines, patriotisme...) (1). ●

Frantz Malassis

(1) Voir le compte rendu de Bruno Leroux publié

dans *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 73 de juin 2013 pp. 6 et 7.



Photo Frantz Malassis

Le jury présidé par Jean-Pierre Azéma.

Palmarès du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire

En 2013, 20 photographies ont été adressées au jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire qui au terme d'un examen attentif a décerné trois prix et une mention à l'occasion de cette quinzième édition.

En 1998, le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire est né du constat que de nombreux candidats du Concours national de la Résistance et de la Déportation étaient amenés à prendre des photographies de lieux de Mémoire lors de visites préparatoires sans qu'elles soient systématiquement valorisées dans ce cadre.

Ce concours offre donc aux élèves la possibilité d'exprimer leur sensibilité aux aspects artistiques et architecturaux des lieux de Mémoire relatifs à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation situés en France ou à l'étranger au travers de la technique photographique.

Depuis lors, les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle organisent chaque année le concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire.

Réuni le mercredi 27 novembre dernier au 30, boulevard des Invalides (Paris VII^e), le jury de cette quinzième édition avait à choisir entre 20 photographies présentées par 21 candidats⁽¹⁾.

Cette année, encore, le jury a dû écarter plusieurs travaux qui n'étaient pas conformes au règlement. Ainsi, quatre photographies adressées par un collège de Côte-d'Or n'ont pas été examinées car elles n'étaient pas imprimées sur du papier photographique mais sur feuille ordinaire (cf. article 3 du règlement). Par ailleurs, quatre autres clichés ont subits le même sort car ils n'étaient pas des œuvres individuelles mais collectives, ce qui est exclu par l'article 4 du règlement⁽²⁾.

Au terme d'un examen minutieux des réalisations et de nombreux échanges entre les membres du jury, le palmarès du concours 2012-2013 a été proclamé.

Le jury a toutefois regretté le faible nombre de candidats malgré le soutien précieux apporté par l'Association des professeurs d'Histoire Géographie (APHG) qui, par le biais de sa revue *Historiens et Géographes*, a diffusé auprès des enseignants du secondaire les informations concernant ce concours. Cette baisse de participation peut s'expliquer en grande partie par le fait que les réalisations présentées doivent être en rapport avec le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation de l'année. Or, en 2012-2013, celui-ci étant « Communiquer pour résister 1940-1945 », les candidats ont connu plus de difficulté à adresser au jury les clichés qui respectent cette condition.

Par ailleurs, le jury a constaté que beaucoup de travaux étaient accompagnés de très beaux textes littéraires traduisant l'émotion des élèves devant le lieu qu'ils découvriraient mais que malheureusement, ils ne parvenaient pas à traduire ce sentiment dans leurs créations par manque de technique photographique. ●

Frantz Malassis



Le **premier prix** a été attribué à **Lise LELOUP**, élève au collège « Les Près » à Issoire (Puy-de-Dôme) pour sa photographie d'un monument dédié à la Résistance prise près du « rocher de la Vierge » à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) lors d'un voyage familial en avril 2013.

Cette lauréate a accompagné son œuvre de réflexions que lui inspira cette croix de Lorraine, « symbole de la résistance des hommes face à l'horreur nazie et de l'évocation de l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle » située dans un « décor somptueux et infini [...], encadrée d'arbres torturés par les vents. »

« Pour résister à l'ennemi, il fallait communiquer. [...] La croix de la Lorraine était un signe de ralliement des résistants, diffusé par tracts, graffitis, papillons [...]. L'Appel du 18 juin était quant à lui un espoir pour le peuple français, diffusé par la radio émettant depuis Londres ».

(1) Ce concours a concerné 16 collégiens, 2 lycéens et 3 élèves d'un établissement public d'insertion de la Défense (16 filles et 5 garçons) de 8 établissements scolaires (2 lycées, 5 collèges et 1 établissement public d'insertion de la Défense).

Les 7 départements d'origine des travaux sont : la Côte-d'Or (4), le Finistère (1), le Nord (3), le Puy-de-Dôme (2), le Rhône (1), la Haute-Saône (2), la Seine-Saint-Denis (7).

(2) Précisons que le règlement et la composition du jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire sont consultables sur le site de la Fondation de la Résistance grâce au lien suivant : http://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/reglement_p.htm.

Le **deuxième prix** a été décerné à **Manon CHATEAUX** du lycée Ella Fitzgerald à Saint Romain en Gal (Rhône) pour son cliché d'une tenue de déporté, conservée au camp de concentration Oranienburg-Sachsenhausen, qu'elle a réalisé « en mémoire à tous ces hommes tués ou blessés par le travail, à ceux qui ont souffert, aux familles détruites, aux orphelins, à tous ceux qui sont battus, à ces hommes déshumanisés ».

Un **troisième prix et une mention spéciale du jury** ont été décernés respectivement à :

Juliette VINCENT, élève de troisième au collège Louis Pasteur à Villemomble (Seine-Saint-Denis) pour son cliché pris au Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon d'une reconstitution d'une rue de l'époque dans laquelle est évoquée la propagande du régime de Vichy et la riposte de la Résistance faite de papillons et de graffitis.

Luana GIOVANNANGELI, élève de troisième au collège Louis Pasteur à Villemomble (Seine-Saint-Denis) pour sa photographie d'une presse d'impression utilisée par la Résistance, exposée au Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon.



Vous pouvez retrouver les photographies ayant obtenues une mention tout comme celles ayant remportées un prix accompagnées du texte intégral de présentation des candidats sur les sites de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.com), de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (www.fmd.assoc.fr) et de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org).